

Liminaire CSAL du 16 octobre 2026

Madame la Présidente,

Alors que vous venez d'arriver dans notre Direction, vous nous avez d'ores et déjà fait part de votre étonnement – voire votre inquiétude – concernant les résultats de l'observatoire interne.

Ces résultats ne sont pourtant guère surprenants lorsque l'on s'arrête sur l'accélération des réformes, la dégringolade des effectifs et le manque de reconnaissance y compris financière. En effet, qu'y a t'il de surprenant à ne pas se satisfaire de devoir faire deux fois plus avec deux fois moins pour une rémunération amputée de 30 % ?

Dans notre Direction, les résultats sont particulièrement alarmants avec seulement 17 % des agents qui estiment que la DRFIP évolue dans le bon sens... ce chiffre se passe de commentaires.

Pour améliorer ces chiffres, les méthodes doivent évoluer : les collègues réclament de la transparence, d'être écoutés et surtout d'être entendus.

Or, si nous prenons l'exemple de Tourcoing, de la transparence, il n'y en a pas !

→ Vous avez annoncé les transferts et la fermeture du site alors que le contrat n'était ni totalement négocié ni signé.

→ Vous avez affirmé que les travaux de Roubaix sont indépendants de l'arrivée des collègues de Tourcoing alors que la circulaire Borne impose la densification pour obtenir des crédits de rénovation.

→ Vous vous êtes engagés à prendre en compte les situations individuelles des agents, mais vous savez pertinemment que vous ne pourrez pas solutionner toutes les situations et qu'une importante partie voir la presque totalité des agents qui ne veulent pas quitter Tourcoing devront s'y résoudre. Recevoir individuellement les agents pour examiner, au cas par cas, les conséquences d'une décision déjà arrêtée ne peut pas constituer une réponse satisfaisante à une contestation collective.

S'agissant de l'écoute, vous avez affirmé qu'une concertation aurait lieu sur ce projet.

Cependant la définition d'une concertation est « Pratique qui consiste à faire **précéder** une décision d'une consultation des parties concernées. »

Ici, on ne peut donc pas parler de concertation et encore moins d'écoute.

Nos collègues veulent être entendus. C'est pour cette raison qu'ils ont « envahi » votre premier CSAL dans le Nord, et non par plaisir. Ils veulent que vous entendiez leur souffrance.

Ce projet ne peut pas être abordé sous le seul angle budgétaire ou immobilier. Derrière un bâtiment, derrière des mètres carrés et derrière une ligne budgétaire, il y a des agents, des familles, des contraintes personnelles et des vies qui vont être directement bouleversées.

L'administration doit cesser de considérer les agents comme une variable d'ajustement de sa politique immobilière.

Dans cette opération, la DRFIP nord n'a fait preuve d'aucune transparence, d'aucune écoute, d'aucune empathie et certainement pas de concertation.

La DRFIP nord portera donc la responsabilité des difficultés financières, professionnelles, sociales et familiales des agents.

Gageons donc que nous nous retrouverons l'année prochaine avec des résultats d'observatoire interne encore plus catastrophiques. Mais vous nous trouverez sans doute d'autres arguments pour réaffirmer que tout cela était pour le bien des agents !

La souffrance au travail n'est pourtant pas une fatalité, une autre voie est possible : abandonner le transfert des agents vers Roubaix !

